

Ban Ki-moon invite les Burundais à régler leur différend par le dialogue

APA, 09-06-2010 Bujumbura (Burundi) - Le secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a invité la classe politique burundaise à régler de façon inclusive et conforme aux lois en vigueur la crise actuelle née des contestations des élections communales. M. Ban s'exprimait mercredi à Bujumbura où il a séjourné pour une visite de quelques heures au cours de laquelle il s'est entretenu avec le chef de l'Etat burundais Pierre Nkurunziza, et son représentant spécial au Burundi, Charles Ndirakobuca.

Il a également rencontré au palais du parlement les différents acteurs de la société burundaise - savoir, le gouvernement, le parlement, les représentants des partis politiques, la société civile, la commission électorale nationale indépendante (Ceni), les confessions religieuses ainsi que les corps de défense et de sécurité. Une visite du contingent de l'AMISOM qui vient de rentrer au pays après une mission en Somalie, a figuré au programme de la visite de M. Ban. Dans son discours au Palais du Parlement, Ban Ki Moon a félicité les Burundais pour la paix recouvrée. « Grâce à cette paix, le Burundi fait parler de lui dans le concert des Nations, en témoigne la mission de maintien de la Paix en Somalie, AMISOM à laquelle il participe », a-t-il dit. Faisant allusion à l'histoire sanglante du Burundi, le Secrétaire général des Nations Unies a renchéri en disant que c'est la première fois dans l'histoire du Burundi que les institutions démocratiquement élues arrivent à la fin de leur mandat. Tout cela est grâce à la paix à laquelle les Burundais doivent tirer les dividendes, a insisté Ban Ki Moon. Des présidents des partis d'opposition contestataires des élections communales du 24 mai, n'ont pas accédé au palais des congrès pour suivre le message de Ban Ki Moon. Selon des informations concordantes certains d'entre eux seraient entre les mains de la police. En effet, alors qu'ils étaient dans la commune Rumonge (Sud du pays à une cinquantaine de Km de la capitale Bujumbura) pour y rencontrer leurs partis, ils ont été interceptés à leur retour par le commissaire-adjoint de la police de la commune Kabezi (dans la province de Bujumbura) et auraient été conduits en prison. Ces mêmes partis avaient demandé à l'occasion de la visite de Ban Ki Moon, la permission d'organiser une manifestation pour protester contre les élections communales, mais leur demande n'a pas été acceptée. Mercredi matin, des policiers visiblement bien équipés sillonnaient toute la capitale à scruter le moindre mouvement de manifestation. Les manifestants ont néanmoins pu adresser une correspondance à Ban Ki Moon sur ce qu'ils ont qualifié de « hold up électoral » qui s'est organisé lors des élections communales. Dans une lettre dont APA a obtenu copie, ils ont énuméré toutes les violations du code électoral qui ont caractérisé ces élections, notamment la violation systématique de l'article 33 du Code Electoral, par utilisation à grande échelle de l'achat de conscience ou la corruption pendant tout le processus électoral.